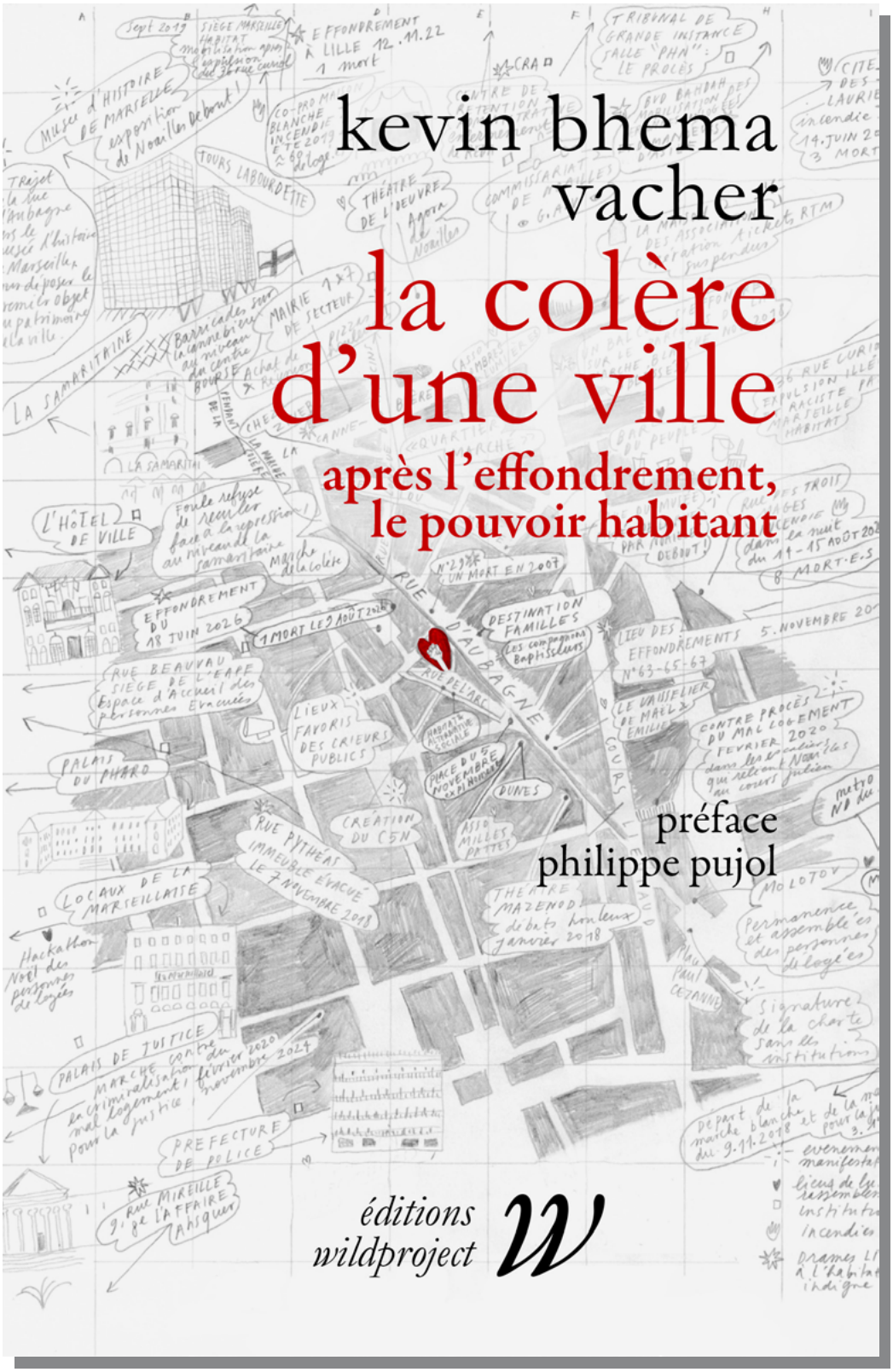
EN LIBRAIRIE LE 6 NOVEMBRE



Un manuel d'action militante pour penser le « pouvoir des gens »

« Devant le monde qui s'effondre, les gens savent faire par eux et elles-mêmes. C'est plus fort que nous : il faut que nous survivions. »

– Kevin Bhema Vacher

éditions wildproject

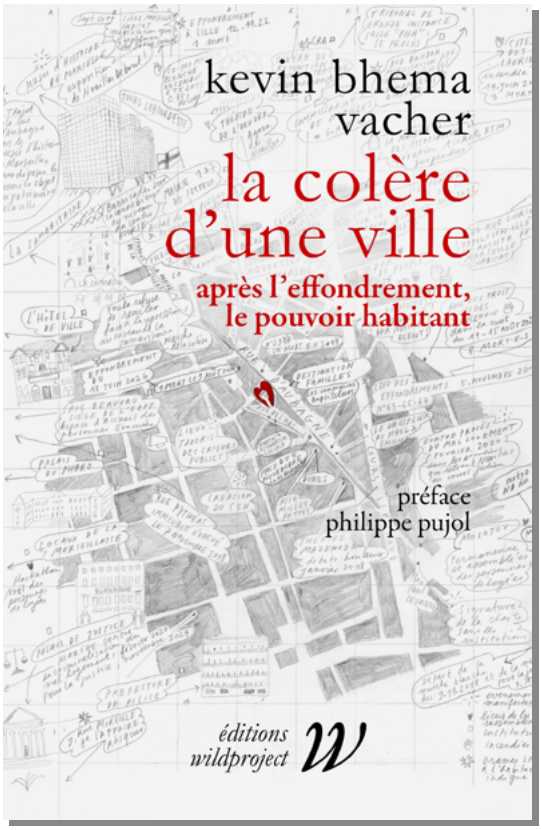
KEVIN BHEMA VACHER

LA COLÈRE D'UNE VILLE

Après l'effondrement, le pouvoir habitant

Préface de Philippe Pujol

PARUTION LE 6 NOVEMBRE 2026



20 euros
288 pages - 13 × 20 cm
Collection « À partir de Marseille »
Diffusion et distribution : Harmonia Mundi *Livre*
ISBN : 978-2-381140-940
Rayon : Sociologie / Luttes sociales
Image de couverture : Elsa Noyons

Un manuel d'action militante pour penser le «pouvoir des gens »

Le 5 novembre 2018, deux immeubles se sont effondrés rue d'Aubagne, au cœur de Marseille, faisant 8 mort·es. Ce drame du mal-logement aurait pu passer sous silence, comme tant d'autres. Il est devenu un point de bifurcation de l'histoire politique et sociale de Marseille, provoquant des mobilisations de masse qui ont contribué à renverser la mairie en place depuis vingt-trois ans. Face à l'indignité des institutions et des bailleurs, il a surtout révélé la puissance d'un pouvoir habitant et son efficacité.

Le mal-logement concerne plus de 4 millions de personnes en France et 12 millions peinent à se loger correctement. Il est difficile de rompre avec la « honte » d'être mal-logé·e, et de se sentir légitime à contester l'hégémonie des pouvoirs publics. Le capitalisme urbain s'immisce dans chaque territoire de façon complexe mais cohérente, et diffuse son mépris de classe comme un mode d'organisation de la cité.

Le militant et sociologue Kevin Bhema Vacher, un des membres et porte-paroles du Collectif du 5 novembre - Noailles en colère, propose ici le récit détaillé du drame, de ses suites judiciaires et de la force politique nouvelle qui en est née. Nourri de son expérience directe et d'un vaste travail d'enquête complémentaire, ce livre offre à la fois une nouvelle histoire populaire de Marseille, une analyse systémique du mal-logement en France, un regard enthousiaste sur la dignité des quartiers populaires – et un manuel d'organisation collective.

Marseille est un foyer vif de leçons à transmettre pour nos quêtes de justice et d'écologie populaire.

« Un manuel de la riposte habitante. »
– Philippe Pujol

« Dès le 7 novembre, le cadre est posé : le collectif mènera une action politique. Mais sans les politiques. Parce qu'il fait de la politique au sens littéral du terme, le Collectif du 5 novembre ne laisse pas indifférent. »
– Laurence Mildonian, *La Provence*

Points clefs

- **Un événement qui a marqué au fer rouge la mémoire locale et nationale** et qui a retenti dans le monde.
- **Une lutte populaire exemplaire** qui a renversé le gaudinisme et dont chacun·e peut tirer des leçons politiques générales.
- **L'auteur – habitant, militant, sociologue et témoin au procès** – a joué un rôle central dans cette lutte.
- **Un livre narratif et plein de souffle**.
- **Le seul livre qui inclut le verdict** du procès de 2024 et son analyse – procès dont l'appel aura lieu fin 2026.
- **Un ouvrage qui s'inscrit dans la lignée des livres de référence sur Marseille** (comme *Gouverner Marseille* de M. Samson et M. Péraldi, ou *La Fabrique du monstre* de P. Pujol) **et sur l'écologie populaire** (comme *La Puissance des mères* de F. Ouassak).

L'auteur



© Estelle Doehr

Kevin Bhema Vacher est sociologue et militant à Marseille.

Au début des années 2010, alors qu'il milite dans les quartiers nord, il découvre la question du **pouvoir habitant**, c'est-à-dire de la capacité des habitant·es à produire du conflit, du savoir et des communautés puissantes sur leurs territoires. Cette question traversera aussi bien son militantisme que son travail scientifique et ses réflexions politiques.

Le 5 novembre 2018, deux immeubles s'effondrent rue d'Aubagne à Marseille, faisant huit mort·es. Habitant du quartier, Kevin Bhema Vacher devient l'un des porte-paroles du **Collectif du 5 Novembre – Noailles en colère**. Quatre ans plus tard, il porte une proposition de loi citoyenne contre l'habitat indigne, dite **« loi rue d'Aubagne »**.

Après les élections de 2022, il fonde, avec d'autres militant·es, le collectif **Démocratiser la politique**, qui publie en 2025 un rapport très remarqué (« Tous les mêmes ? Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours »). Ce rapport servira de point de départ à une mobilisation pour la **« parité sociale »**, concept qui sera repris par l'ensemble des partis de gauche.

En juin 2024, après la dissolution de l'Assemblée nationale, il cofonde à Marseille la **Réserve citoyenne du Front populaire**, qui mobilise en quelques semaines 2000 personnes nouvellement engagées. De mobilisations en mobilisations, il contribue à la construction d'une expertise marseillaise de l'organisation collective et populaire, qui obtient de grandes réussites.

En parallèle, il reste impliqué dans le soutien aux collectifs écologistes locaux, notamment à travers la publication, en 2021, du rapport « Les David s'organisent contre Goliath », qui accompagnera la création de Terres de luttes. Sur le plan de l'**écologie politique**, il dresse une critique rigoureuse de la distance entre partis et classes populaires.

Sociologue au laboratoire associatif GDRV et chercheur associé au Mesopolhis, il est également engagé, au niveau national, dans des réseaux municipalistes, des collectifs de **lutte pour le logement** et des **mobilisations contre l'extrême droite**.

Sommaire

Préface de Philippe Pujol

Introduction
1. Du 5 au 7 novembre 2018
2. Du drame au fait politique

Première partie. Faire irruption
3. L'irruption populaire
4. L'état de tension, l'État sous tension

Deuxième partie. Sortir la politique de ses murs
5. Retour au n° 65 : anatomie d'une « dernière tranchée »
6. Une crise politique du quotidien
7. De la solidarité à l'expression politique
8. Faire politique par nous-mêmes

Troisième partie. Prendre le pouvoir, mais lequel ?
9. Un bilan de nos luttes : la chute du gaudinisme – et celle du mal-logement ?
10. Un enjeu stratégique : disputer l'hégémonie
11. Quelques leçons politiques : notre pouvoir est déjà là

Épilogue. Se réparer

Annexes



© Jean de Peña



© Jean de Peña



© Sylvain Thomas



© Jean de Peña

« Nous lisons, dans ces pages rigoureuses et vibrantes, la levée de celles et ceux qui se dressent devant le monstre pour collectivement se réapproprier la ville.

J'ai disséqué le monstre, Kevin Bhema Vacher cartographie la riposte. »

– Philippe Pujol

Extraits

Pour un pouvoir habitant

« Nous devons conquérir la possibilité de gérer par nous-mêmes, parce que nous savons faire, et surtout parce que les institutions ne font pas. C'est une sorte de principe de subsidiarité populaire, tel que nous avions esquissé de le théoriser avec le Collectif du 5 novembre : si l'institution ne fait pas, en dernier recours, nous ferons. Ce principe mériterait d'être reconnu. Une caisse publique, gérée par les habitant·es et les travailleu·ses, redistribuerait alors des fonds à des associations de quartier qui font de l'accès aux droits, à des squats qui accueillent des personnes migrantes, à des opérations de reconstruction des terres paysannes post-canicules, de quoi ne pas attendre pour faire face aux crises et à l'inaction politique. Plus nous gagnerons de tels droits et nous nous rendrons visibles, plus nous deviendrons centraux et centrales, à nos propres yeux et à ceux des nôtres. Nous nous donnerons la capacité de disputer l'hégémonie au pouvoir en place. Nous montrerons qu'il est possible de passer de la périphérie au centre, de l'infrastructure à la superstructure. Nous devons constamment rester dans cette posture de mouvement vers le centre. Une sorte de pressing offensif. Et quand une faille s'ouvre dans la défense, nous tirons au but. [...]

Le pouvoir habitant[1] est donc une perspective qui nous permet de voir les choses depuis le coin de la rue plutôt que depuis des salons bourgeois, une stratégie permettant l'implication de toutes et tous contre le déni démocratique, un droit à habiter pleinement face à la dépossession de nos espaces. De la même façon que le pouvoir des travailleu·ses est celui de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, le pouvoir habitant n'est en rien une citoyenneté aveugle aux classes sociales. Il est un pouvoir populaire, celui de ceux et celles qui n'ont d'autre citoyenneté que celle que nous acquérons par notre pratique des territoires, par le fait d'y construire des communautés, quelles que soient nos nationalités. À l'inverse, la bourgeoisie détient son pouvoir politique du fait de son contrôle sur nos terres et nos murs, de sa domination culturelle et économique. Elle utilise nos murs et nos terres, quitte à les détruire, plutôt qu'elle ne les habite.

Le pouvoir habitant est donc aussi une praxis quotidienne, qui recrée du lien social entre nous. Il est fait de nos alliances et de nos interconnaissances lorsque nous les transformons en un capital politique. Ainsi, le pouvoir habitant ne se résume pas à une proposition stratégique ; il est aussi une vision du monde à l'instant t, se préparant à être le gisement de ce qu'il sera demain. Le pouvoir habitant est déjà là, en vérité, et ne demande qu'à être développé. Il est la capacité politique ordinaire des gens, celles et ceux qui n'ont d'autre pouvoir sur l'administration de leur cité que d'y habiter, de la pratiquer, de la faire vivre, de la connaître dans ses moindres détails et surtout : de l'imaginer meilleure. [...]

Devant le monde qui s'effondre, les gens savent faire par eux et elles-mêmes. C'est plus fort que nous : il faut que nous survivions. »

---

1. Voir Collectif, *Le Pouvoir habitant*, Éditions Communalis, 2025, ainsi que Clément Barailla, « La perspective habitante : le pouvoir habitant comme voie d'une écologie politique émancipatrice », communication au colloque Construire des écologies politiques émancipatrices, Châteauroux, 2025. L'auteur concentre pour sa part son attention sur l'hypothèse stratégique du pouvoir habitant et retrace notamment la filiation du concept à la croisée de l'écoféminisme, du marxisme, de la pensée décoloniale, de l'écologie politique, du municipalisme, du droit à la ville, de l'autonomie politique et des luttes des quartiers populaires.

Pour une écologie émancipatrice, donc populaire

« Nous savons que nos problèmes sociaux et d'habitat sont éminemment des problèmes écologiques. Nous le savons dans nos chairs, parce que notre environnement s'écroule sur nous. Les canicules, bouilloires et passoires thermiques que sont nombre de logements indignes viennent nous le rappeler une fois de plus. [...]

L'écologie que je décris ici, depuis les pratiques, est une écologie populaire, mais aussi urbaine et humaine. Elle est une écologie des murs, comme un écosystème à défendre. [...] Les sans-terres, les sans-pouvoirs, ajoutons les sans-murs, soit la majeure partie de la planète, ont été dépossédé·es de leur participation au pouvoir humain, à sa démocratie mais aussi à ses effets dévastateurs. Le conflit de classe, racial et patriarcal est le noeud qu'il faut dénouer, pour que l'humanité soit capable de se rendre digne de la vie et de la Terre. [...]

L'indignité rentière et politique n'a pas seulement pour conséquence de détruire des vies. Elle détruit la vie, comme écosystème et comme façon de faire société. C'est l'indignité et l'inaction politique qui n'ont pas su protéger les habitant·es du 65 des pluies. Même sans ces pluies, ces immeubles auraient pu finir par s'effondrer. C'est le déni des alertes, l'opacité des politiques publiques, le mépris social des bailleurs, qui ont construit cet effondrement. Les mêmes recettes ont créé les conditions des inondations, sécheresses, orages diluviens qui vont devenir des épisodes réguliers des climats méditerranéens, pour ne prendre que cet exemple. [...]

Si nous ne prenons pas le pouvoir sur nos villes, nos habitats, nos terres, nous ne pourrons pas survivre à ce que le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat nous ont légué. [...]

Prendre la main sur nos logements, c'est aussi se ressaisir de l'endroit de production de l'intime, de la vie familiale, de l'éducation, de l'amour, des amitiés. Nos habitats sont l'endroit au sein duquel nous définissons une partie de ce que nous sommes lorsque nous y invitons nos proches, celui depuis lequel nous faisons grandir de nouvelles générations, celui dans lequel nous nous livrons à nos affects, à nos imaginations, à être nous-mêmes. Être bien-logé·e devrait donc être – avec l'alimentation et la santé – la mère de nombreuses autres batailles, si ce n'est toutes. C'est rien moins que cette révolution à laquelle les luttes pour le logement proposent de contribuer.

Une écologie émancipatrice doit donc être le fait de toutes et tous. Elle ne peut pas être l'offrande de bourgeois·es ou d'expert·es. Elle ne se construit que par l'expérience, elle s'y conquiert et s'y modèle à notre image. Elle s'attarde à défaire la domination pour lui opposer une démocratie véritablement sociale. Elle voit le fait d'habiter comme un droit matériel et comme un processus démocratique à bâtir contre la domination. Elle est une écologie des liens, autant comme horizon que comme méthode, donc une écologie stratégique. Elle est destituante car elle donne l'exemple de ce que nous pouvons réussir sans les dominant·es. Elle est instituante car elle travaille à ce que nos quotidiens deviennent le coeur de la chose politique. Elle se confronte à l'indigne et, parce qu'elle est une rencontre, elle oppose la joie, la solidarité, le coeur, qui sont le propre de nos mouvements, aux peurs que produisent la mort, le fascisme, la catastrophe climatique... Il n'y a qu'elle qui puisse libérer le monde de l'indignité. »

Chronologie

NOV. 2018 – FÉV. 2019. LE DRAME ET L'IRRUPTION POPULAIRE

5 novembre 2018, 9 h 06 – Effondrement des 63 et 65 rue d'Aubagne. Huit mort·es : Simona Carpignano, Taher Hedfi, Cherif Zemar, Julien Lalonde-Flores, Ouloume Saïd Hassani, Fabien Lavieille, Marie-Emmanuelle Blanc, Pape Magatte Niassé.

6 novembre 2018 – Premier rassemblement. Une centaine de personnes.
7 novembre 2018 – Assemblée de création du Collectif du 5 novembre (C5N).
10 novembre 2018 – Marche blanche. Moment inaugural de la mobilisation à l'échelle de la ville.
14 novembre 2018 – Marche de la colère. Répression policière.
Fin novembre 2018 – Première assemblée des délogé·es
1er décembre 2018 – Marche pour le logement. Convergence avec l'acte III des Gilets jaunes.
2 décembre 2018 – Mort de Zineb Redouane, « 9e victime », touchée par une grenade tirée par la police alors qu'elle fermait ses volets.
22 décembre 2018 – Première action coup de poing du C5N pour la mise en place d'hébergements en appart-hôtels.

2019. LA CHARTE DU RELOGEMENT ET SES SUITES

Décembre 2018 – juillet 2019 – Négociations de la Charte du relogement avec Ville et préfecture.
9 juillet 2019 – Victoire de la Charte du relogement, adoptée à l'unanimité du conseil municipal, signée par le préfet.
Été 2019 – Incendie à Maison-Blanche. Pas de victime directe ; 1er test de contournement de la Charte par la Ville.
9 septembre 2019 – Expulsion 36 rue Curiol. Marseille Habitat déloge 7 familles albanaises par des méthodes violentes.

2019 - 2022. PROPOSITIONS ET CONFLITS POLITIQUES

16 septembre 2019 – Garde à vue de Kevin Bhema Vacher (30 h) pour « coups et blessures avec préméditation et en réunion » lors de l'occupation du siège de Marseille Habitat.
Janvier 2020 - juillet 2020 – Procès de K. B. Vacher. 1 500 € d'amende dont 1 000 € avec sursis. Relaxe en appel en août 2022.
Mars 2020 – juin 2020 – Élections municipales à Marseille. Victoire du Printemps marseillais.
29 mai 2022 – Proposition citoyenne de loi « rue d'Aubagne ».

2020-2023. NOUVEAUX DRAMES, MÉMOIRE

14 juin 2020 - Incendie dans la cité des Lauriers (13 013). Trois mortes.
17 juillet 2021 – Incendie dans la cité des Flamants (13 014). Trois mort·es.
5 janvier 2022 – Incendie dans la cité des Rosiers (13 014). Mort d'un enfant de 5 ans.
9 avril 2023 – Explosion et effondrement rue de Tivoli (13 005). Huit mort·es, près de 300 personnes délogées.

2024-2025. LE PROCÈS

7 novembre 2024 – Ouverture du procès en première instance « des effondrements de la rue d'Aubagne ».
7 juillet 2025 – Verdict. Condamnations pour homicides involontaires. Quelques condamnations significatives. Relaxe de la SEM Marseille Habitat et de son directeur général ; relaxe de plusieurs propriétaires. 102 parties civiles indemnisées.

2026. NOUVEAUX EFFONDREMENTS ET PROCÈS EN APPEL

18 juin 2026 – Effondrement du no 3 Halle-Delacroix (jusqu'au 16 rue d'Aubagne). Immeuble vide ; pas de mort le jour même.
9 août 2026 – Mort de Mohamed El Khalfioui (77 ans), habitant du 29 rue d'Aubagne, amené aux urgences après l'effondrement place Halle-Delacroix, décédé après plusieurs semaines d'hospitalisation (pneumopathie).
Du 2 novembre au 19 décembre 2026 – Procès en appel « des effondrements de la rue d'Aubagne » (à venir)

À suivre

LE PROCÈS EN APPEL

Dates, lieu : du 2 nov. au 19 déc. 2026, dans la salle des procès hors normes à la Caserne du Muy à Marseille (13 003).

Enjeux pour les victimes :
- Résoudre les contradictions du récit des responsabilités de Marseille Habitat, qui n'a pas été condamné.
- Obtenir une jurisprudence sur le « délit de location d'un bien indigne à une personne vulnérable » et des condamnations exemplaires.

La mobilisation :
Un regroupement de plusieurs dizaines (peut-être une centaine) d'organisations va orchestrer des mobilisations qui auront pour but de :
- Montrer à nouveau au pouvoir judiciaire que l'attente des Marseillais·es est forte.
- Soutenir les parties civiles.
- Refaire du mal-logement un problème public.
- Remobiliser les habitant·es pour leur proposer de s'impliquer dans les organisations militantes, faire valoir leurs propres droits, construire une nouvelle plateforme de revendications.
- Le procès en appel intervient quelques mois après l'effondrement aux Halles Delacroix (à 100m des effondrements de 2018), qui a provoqué la mort de Mohamed El Khalfioui.

Des actions seront organisées :
- Marche « pour la justice et le logement digne » le dimanche 1er novembre 2026.
- Commémoration du 5 novembre, à 9 h.
- Porte-à-porte et assemblées régulières pendant le procès, pour permettre aux Marseillais·es de se saisir des enjeux.
- Événement de clôture en janvier, pour donner le « verdict des Marseillais·es ».
- Interventions médiatiques des membres du C5N, de l'Assemblée des personnes délogées, du Syndicat du logement et de plusieurs familles de victimes (dont celle de M. El Khalfioui)

ENJEUX ACTUELS LIÉS AU LOGEMENT

Au niveau local :
- Demande de transparence quant à l'effondrement du 18 juin 2026 aux Halles-Delacroix et la mort de M. El Khalfioui.
- L'avenir des logements rue d'Aubagne, et notamment le droit au retour des personnes délogées
- Le manque d'ambition du projet d'aménagement (lancé en 2019, premiers travaux fin 2024), piloté par l'Etat, la Métropole et la Ville : on compte toujours 50 000 logements vacants et 40 000 taudis à Marseille.
- La touristification massive, soutenue encore récemment par la Ville, et la gentrification / hausse des loyers.
- Les expulsions locatives qui progressent à Marseille.
- Des ORCOD-IN menées sans concertation avec les habitant·es et une charte du relogement mal appliquée.

Au niveau national :
- La proposition de loi citoyenne dite « loi rue d'Aubagne », co-écrite par des collectifs, associations, mal-logé·es et avocat·es, et dont Kevin Bhema Vacher a assuré une grande part de la coordination et du plaidoyer.
- La contestation de la loi logement bientôt en seconde lecture à l'Assemblée nationale (date non définie), qui contient notamment des reculs sur l'habitat indigne et les rénovations thermiques, aucune ambition sur le prix des loyers (voire qui pourrait faire augmenter les loyers dans les HLM).
- La fin de l'encadrement des loyers, dont Marseille n'a jamais bénéficié.
- La constitution d'un réseau de collectifs et d'associations d'habitant·es, mobilisé·es pour le logement, dont la promotion du livre sera l'un des outils (rencontres prévues avec des collectifs locaux).

Menu Libération Recherche

Reporterre Le média de l'écologie — Faire un don au journal — Alternatives Économiques

Luttes Alternatives Monde Santé Quotidien | Reportages Enquêtes Idé

TRIBUNE

Contre l'habitat indigne, ce sont les citoyens qui savent quoi faire

Par **Un collectif d'avocat·es, militant·es associatif·ves marseillais·es et une mère de victime**

Politique

Les militants des quartiers populaires sacrifiés pour l'union de la gauche ?

ANALYSE SÉRIE 9/13

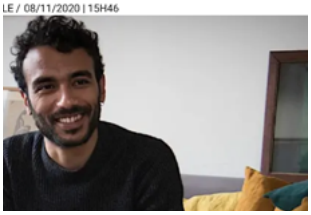
Faire monter l'escalier du pouvoir aux classes populaires



La Marseillaise

Kevin Vacher : sociologue mil

LE / 08/11/2020 | 15H46

















Dates de la tournée

16 octobre à 17h30, à Marseille (1er)
Bibliothèque Alcazar | Table ronde « Après la colère, la justice »

3 novembre à 19h, à Paris (3e)
Gaîté Lyrique | Table-ronde « Sortir l'écologie de ses murs »

4 novembre à 12h, en visioconférence
Midis du logement | Émission du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées

6 novembre à 19h, à Marseille (1er)
Union syndicale Solidaires | Présentation du livre

7 novembre à 11h [horaire à confirmer], à Marseille (3e)
La Fraternité | Rencontres nationales du réseau Antidote

7 novembre à 16h [horaire à confirmer], à Marseille (2e)
La Plateforme | Table-ronde au Festival de la rue d'Aubagne

12 novembre à 19h, à Lyon (8e)
Librairie La Tanière | Présentation du livre

13 novembre à 19h, à Saint-Étienne
Amicale Laïque Chapelon| Présentation du livre en partenariat avec la librairie Lune et l'Autre

20 novembre à 19h, à Marseille (1er)
Librairie L'Hydre aux mille têtes | Rencontre croisée avec Nora Hamadi

30 novembre à 16h [horaire à confirmer], à Montpellier
Quartier généreux | Présentation du livre et discussion

9 décembre à 13h30, à Besançon
Université de Besançon | Table ronde « Que peut-on réellement changer depuis la commune ? »

10 décembre [heure à venir], à Nancy
Ancrages | Présentation du livre

17 décembre à 18h30, à Marseille (2e)
Librairie L'Île aux mots | Rencontre-débat et retour sur le procès en appel

30 janvier à 17h, à Marseille (1er)
Librairie Maupetit| Présentation du livre

Contact librairies : Georgia Froman
georgia.froman@wildproject.org

Contact presse : Gayané Zavatto
presse@wildproject.org